TRIBUNE

Santé de la population: les décisions absurdes de la majorité des parlementaires

Pas besoin d'avoir fait de longues études de médecine pour savoir qu'une bonne partie des problèmes de santé sont liés à des facteurs environnementaux et aux comportements. Mais quelques lobbyistes ont suffi pour que ce bon sens s'évapore de l'esprit de la majorité des conseillers nationaux qui ont voté contre un texte qui proposait de limiter la quantité de sucre dans les boissons sucrées et de mettre en place un étiquetage clair à cet égard.

Le mécanisme – et la frustration – est le même qu'à l'égard de la question du tabac. Bien que la population suisse se soit prononcée pour «la protection des jeunes contre la publicité pour le tabac», cette industrie championne de la désinformation qui a longtemps caché les données démontrant son impact néfaste sur la santé, est parvenue, par le développement des e-cigarettes entre autres, à renforcer le tabagisme chez les jeunes Suisses.

LA QUESTION DE LA SANTÉ SEMBLE TROP IMPORTANTE POUR QU'ON LA CONFIE AUX SEULS POLITICIENS

Les chiffres de prévalence du tabagisme dans cette tranche d'âge sont alarmants, les résultats de l'étude nationale *Health behaviour in school age children*, réalisée sur mandat de l'Office fédérale de la santé publique, montrant que chez les jeunes de 14 et 15 ans la consommation de produits du tabac est en forte hausse, poussent les auteurs de l'étude à parler d'une épidémie de nicotine dans les écoles. En Suisse romande par exemple, un jeune de 14 à 25 ans sur huit consomme fréquemment des cigarettes électroniques, par le biais des «puffs», trop facilement accessibles, extrêmement polluants, peu réglementés par la loi, et pratiquement sans odeur… un peu comme l'argent qui coule à flots dans cette industrie.

Rebelotte donc avec les boissons sucrées. L'obésité est devenue un problème majeur de santé publique. Selon une étude de 2017, près de 42% de la population adulte est en surpoids et 11% est obèse (proportion qui a doublé dans notre pays en 25 ans), alors que 15% des enfants sont en surpoids ou obèses. En même temps, les dépenses de santé liées à l'obésité ont triplé en 10 ans pour atteindre la somme totale annuelle de 8 milliards de francs (soit 10% de nos dépenses de santé). Et le lien entre la consommation de boissons sucrées pendant l'enfance et le risque de développer une obésité est désormais clairement établi. Comment, dès lors, ne pas s'étonner que le Parlement – qui en même temps cherche à nous faire croire qu'il s'émeut de l'explosion des coûts de la santé – ne fasse rien pour limiter l'une des causes principales de cette épidémie d'obésité? La majorité des parlementaires dit s'en remettre au bon sens des gens et à leur sens des responsabilités… mais alors pourquoi refuser aussi un étiquetage adéquat qui permette à chacun de savoir précisément quel est le contenu en sucre des aliments qu'il ou elle consomme?

Tout ceci n'est pas crédible et la propension de la majorité de nos parlementaires à faire passer le profit commercial avant la santé de la population est proprement révoltante! Certains politiciens ne se soucient visiblement ni du fait que l'on continue de fabriquer des malades, ni de l'explosion de coûts de la santé, ni de la surcharge de travail que tout ceci entraîne pour les professionnels de santé.

Dans un tel contexte, que faire? La question de la santé semble trop importante pour qu'on la confie aux seuls politiciens qui n'ont qu'une vision biaisée et à court terme. Bien que nous, les soignants, soyons tous surchargés par notre activité, il est important que nous dénoncions haut et fort le comportement irresponsable de ces politiciens et que nous nous inspirions des autres pays qui pour certains ont attaqué ces problèmes de manière efficace. Pas besoin de nouvelles études coûteuses pour définir les pistes à suivre. Beaucoup ont fonctionné ailleurs, parmi lesquelles on peut mentionner:

- information de la population, y compris des enfants, sur les méfaits du tabagisme et de la surconsommation de sucre.
- Interdiction de toute publicité pour les produits de tabac.
- Autorisation des ventes de cigarettes électroniques seulement dans les pharmacies, comme moyen de substitution.
- Augmentation des taxes sur les cigarettes (dont le prix est double dans les pays voisins de ce qu'il est en Suisse) et sur les dérivés du tabac, à l'exception des produits de substitution tels que les patchs de nicotine.
- Interdiction de la vente de boissons sucrées et d'autres sucreries dans les écoles.
- Diminution du contenu de sucre dans l'alimentation.
- Étiquetage clair et compréhensible sur les contenus de l'alimentation qui sont néfastes pour la santé.

Il est donc important que les associations et sociétés médicales prennent la parole et que des soignants s'engagent en politique pour que les choses changent et que les vrais arguments soient enfin entendus. Comme le disait Albert Einstein, *Le Monde est dangereux non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire*. Ne soyons pas des complices passifs et mobilisons-nous activement. C'est l'affaire de tous.

DRE KARIN MICHAELIS

Médecin généraliste
Lausanne
Membre des Engagés pour la santé
https://engagespourlasante.com
Health for Future
Médecins pour l'Environnement
k.michaelis@svmed.ch

Rev Med Suisse 2023; 19: 924
DOI : 10.53738/REVMED.2023.19.826.924